

## La réforme du secteur médiatique de sociétés fragilisées par la guerre : un facteur de stabilité ou d'instabilité?

Simon THIBAUT

Doctorant  
Département d'information  
et de communication  
Université Laval, Québec  
*simon.thibault@gmail.com*

Depuis le milieu des années 1990, des agences gouvernementales et multilatérales, et des organisations non gouvernementales (ONG) ont dépensé des centaines de millions de dollars pour réformer le secteur médiatique de pays affectés par un conflit récent ou en cours<sup>1</sup> et ainsi favoriser l'émergence de médias<sup>2</sup> locaux. Cet effort a été entrepris notamment en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Timor-Oriental, en Irak et plus récemment, en Afghanistan. En investissant de telles sommes dans des contrées fragiles et instables, ces organismes souscrivent à la thèse libérale selon laquelle les médias favorisent le développement de valeurs démocratiques, la bonne gouvernance et, ultimement, la construction de la paix.

La poursuite de ce programme ne fait pas l'unanimité. Alors que de nombreux chercheurs et dirigeants politiques soulignent le lien entre le développement d'une presse libre et la bonne gouvernance, d'autres observateurs restent sceptiques. Ils s'interrogent sur la pertinence de transformer rapidement le secteur médiatique de pays où l'état de droit est fragile, voire absent. Ils arguent aussi qu'un tel programme peut aggraver les tensions politiques ou communautaires, éroder la légitimité du gouvernement ou fragiliser le processus de reconstruction de la société (Putzel & Zwan, 2006 ; Allen & Stremlau, 2005 ; Snyder & Ballentine, 1996).

Ce débat illustre le bouillonnement d'idées qui caractérise l'étude des interventions de la communauté internationale dans le paysage médiatique de sociétés fragilisées par des années de conflits<sup>3</sup>. Dans cet article, nous proposons de faire le point sur les différents courants et écoles de pensée de ce domaine de recherche émergent. Nous expliquerons tout d'abord le fondement théorique de cette thèse libérale qui incite les donateurs à déboursier des millions de dollars pour soutenir la liberté de presse dans des environnements à haut risque. Nous exposerons par la suite les méthodes utilisées sur le terrain par les ONG et autres organismes de développement afin de changer les mentalités et instituer un climat de bonne gouvernance. Nous tenterons enfin de comprendre pourquoi certains chercheurs critiquent la poursuite de cette stratégie médiatique qui risque, selon eux, de fragiliser davantage des sociétés déjà instables. Une mise en garde qu'il convient de prendre en considération, d'autant plus que le débat sur le rôle des médias dans un contexte de crise et de reconstruction en est à ses premiers balbutiements.

## **Une thèse libérale toujours d'actualité**

En Occident, on dit fréquemment que les médias incarnent le quatrième pouvoir. Ce terme, « fourth estate », attribué à l'homme politique britannique Edmund Burke, fait référence au rôle de chien de garde de la démocratie joué par la presse. C'est dans les écrits de penseurs comme John Milton, John Stuart Mill et James Madison que l'on retrouve les origines de cette thèse. Pour ces théoriciens libéraux, une société est prospère et ouverte si la censure ne sévit pas, permettant ainsi aux citoyens de s'informer librement et de participer au débat de la cité (Norris, 2007, p. 67). Dans son ouvrage écrit en 1644 et adressé à la Chambre des communes à Londres, John Milton défendait avec passion cette idée : « *Give me the liberty to know, to utter, and to argue freely according to conscience, above all liberties* » (Milton, 1644, en ligne<sup>4</sup>). L'activité médiatique se fonde en fait sur ces principes de liberté d'expression et d'opinion. Ce faisant, elle favorise le choc des idées en offrant une plateforme à de multiples groupes et garantit, dans une certaine mesure, la transparence des pouvoirs en place (Norris, 2007, p. 69). Selon cette vision, défendue plus récemment par l'économiste indien et récipiendaire du prix Nobel d'économie Armatya Sen, une presse libre promeut le bien-être économique et démocratique d'une société (Sen, 1999).

Les dirigeants des pays développés et du système onusien ont, pour la plupart, embrassé cette vision libérale du rôle des médias. Dans un discours prononcé en 1999 devant le Comité mondial de liberté de la presse à Washington, James Wolfenson, alors président de la Banque mondiale, donnait d'ailleurs le ton à ce sujet : « A free press is not a luxury. A free press is at the absolute core of equitable development, because if you cannot enfranchise poor people, if they do not have a right to expression, if there is no searchlight on corruption and inequitable practices, you cannot build the public consensus needed to bring about change » (Wolfenson, 1999)<sup>5</sup>.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et économiste en chef de la Banque mondiale de 1996 à 1999, a aussi défendu cette idée avec conviction. Dans un texte fréquemment cité à ce sujet, il avance qu'il existe une « *asymétrie naturelle d'information* » entre les gouvernements et leurs citoyens puisque les premiers ont tendance à dissimuler des faits au public afin de servir leurs intérêts ou ceux de groupes de pression (2002, p. 28). Cette situation est aussi courante, note-t-il, dans le domaine financier, où les dirigeants d'entreprises ne divulguent pas toujours l'information requise à leurs actionnaires (2002, p. 27-28). Ce manque de transparence explique en partie l'ampleur de la crise du secteur financier depuis 2007. Selon l'économiste, les médias ont donc un rôle crucial à jouer en forçant les pouvoirs en place à plus de transparence. Mais pour ce faire, il rappelle la valeur d'un secteur médiatique compétitif, de surcroît protégé par un appareil judiciaire et institutionnel efficace (loi d'accès à l'information, protection des sources journalistiques, organisme indépendant de réglementation des médias, etc.) (2002, p. 42-43).

Les prises de position de Wolfenson et de Stiglitz sont le reflet du consensus grandissant chez plusieurs gouvernements occidentaux quant à la nécessité d'adopter une stratégie de réforme du secteur médiatique des sociétés instables ou en transition. Au nom de la bonne gouvernance, des gouvernements ont demandé à leurs agences de développement de multiplier leurs programmes d'aide aux médias locaux. Cela dit, il importe de noter la parenté de ces programmes d'aide, mis sur pied dans les années 1990, avec les initiatives d'appui aux médias pratiqués par plusieurs donateurs, dont le Canada, depuis les années 1970. En fait, toutes ces initiatives reposent sur la même thèse idéologique, à savoir que l'essor de médias pluralistes et professionnels faciliterait le passage des sociétés à la démocratie de type libérale. Il importe donc de souligner une certaine continuité entre les anciens programmes de soutien aux médias et les plus récents, même si ces

derniers ont été mis en œuvre dans des environnements médiatiques à plus haut risque.

De tous les bailleurs de fonds, ce sont les États-Unis qui ont promu le plus vigoureusement la libéralisation du secteur médiatique de pays étrangers durant les années 1990. De fait, on estime que les organismes publics et privés américains (dont l'agence gouvernementale USAID et l'Open Society Institute de Georges Soros) ont déboursé plus de 600 millions de dollars dans des projets d'aide aux médias durant cette période (Hume, 2004, p. 9). Cet argent a servi, entre autres, à acheter de l'équipement, à former des journalistes locaux, à créer des radios communautaires dans des zones rurales éloignées, à lancer des journaux, à transformer des télévisions ou radios d'État en télés ou radiodiffuseurs publics ou à renforcer les règles de gouvernance en matière de télécommunications.

Loin de se tarir, cette aide s'est accrue dans les années 2000. Dans un rapport du Centre for International Media Assistance (CIMA), on avance que des organismes publics et privés américains ont dépensé, en 2006, plus de 142 millions de dollars dans des initiatives de soutien aux médias indépendants à l'étranger, le double de la moyenne annuelle de la décennie précédente (Graves, 2007, p. 5). Les États-Unis n'ont pas été les seuls à investir significativement dans ce domaine. À la suite d'une enquête menée auprès de 70 organismes donateurs (agences gouvernementales, organisations internationales, ONG, etc.) basés dans 25 pays, des chercheurs de l'Université de la Géorgie, aux États-Unis, affirment qu'environ un milliard de dollars seraient dépensés en moyenne par an à l'extérieur des États-Unis dans des projets d'assistance aux médias (Becker & Tudor, 2005, p. 6).

En rétrospective, la chute du mur de Berlin en 1989 (et celle, subséquente, des régimes communistes) a incité la communauté internationale à accélérer son programme de réformes médiatiques (Hume, 2004, p. 9). Pressés de propager la démocratie dans des pays au passé autoritaire, les gouvernements occidentaux ont d'abord investi à coups de millions de dollars dans l'essor de médias indépendants en Europe de l'Est et dans les ex-républiques soviétiques (Hume, 2004). En 1991, après l'éclatement de la Yougoslavie, l'attention s'est tournée vers la Bosnie-Herzégovine, dévastée par une guerre civile. Lorsque le conflit a pris fin avec la signature des accords de Dayton en novembre 1995, l'aide internationale a alors convergé vers les deux nouvelles entités créées : la Fédération croato-bosniaque et la République serbe de Bosnie. Or, cette fois, les efforts de reconstruction visaient non seulement à faciliter la transition vers la démocratie de type libérale et

l'économie de marché, mais aussi à recréer un sentiment de coexistence entre des communautés traumatisées par un conflit ethnique qui a fait plus de 200 000 morts. En d'autres mots, la mission était de construire la paix. Mais rapidement, les donateurs ont constaté que les médias locaux, pour la plupart alignés sur les discours nationalistes et xénophobes des partis politiques en place, pouvaient être un sérieux obstacle à la paix.

C'est ainsi que le secteur médiatique de la Bosnie-Herzégovine est devenu le théâtre de réformes significatives afin de créer des conditions propices à un débat médiatique plus constructif. La Bosnie-Herzégovine, en ce sens, offre un avant-goût de ce qui allait survenir au Kosovo, au Timor-Oriental, en Irak et en Afghanistan. Or, dans cette aventure, la communauté internationale disposait au départ de peu de repères. Seuls l'Allemagne et le Japon, dont les environnements médiatiques avaient été purgés de leurs influences nationalistes, xénophobes ou militaristes par les forces d'occupation alliées après la Seconde Guerre mondiale, pouvaient servir de références (Thompson & Price, 2002, p. 4-5). L'entreprise était donc risquée. Et encore aujourd'hui, les analystes dans ce domaine restent divisés sur la pertinence de cet interventionnisme.

### **Les médias comme vecteurs de stabilité et de paix : différentes approches proposées**

Il existe une littérature importante sur les médias de haine et sur leur potentiel de violence en temps de guerre (Thompson, 1999 ; Allen & Seaton, 1999 ; Chrétien, 1995). Au Rwanda, la Radio Télévision libre des Mille Collines est un cas d'espèce. Cette station de radio privée a en effet joué un rôle clé dans le déroulement du génocide en diffusant des messages incitant les Hutus à tuer leurs compatriotes tutsis. De même, la propagande haineuse véhiculée par les médias serbes à l'encontre des Croates et des Bosniaques durant la guerre en Bosnie-Herzégovine et plus tard au sujet des Albanais, au Kosovo, est un autre exemple qui a été largement documenté. En somme, si les écrits sur les médias de haine et de propagande abondent, beaucoup moins d'observateurs se sont penchés sur le rôle de la presse comme instrument de paix et de réconciliation. Cela dit, une littérature sur le sujet, qui fait écho aux expériences tentées sur le terrain, émerge lentement avec ses différentes écoles de pensée et approches.

### ***Les médias traditionnels comme moyen de promouvoir la bonne gouvernance***

Selon les auteurs Vladimir Bradic et Lisa Shirch (2007), il s'est développé dans les dernières années deux écoles de pensée sur le rôle des médias dans un contexte de construction de la paix. La première école défend une vision classique du journalisme (2007, p. 17). Ses adeptes arguent qu'en facilitant l'essor de médias dotés d'une culture journalistique professionnelle, comme celle qui existe en Occident, on favorise le développement de valeurs citoyennes et on crée des conditions propices à la démocratie et à la paix (Bradic & Shirch, 2007, p. 17). Derrière cette vision des médias traditionnels, il y a la conviction que ceux-ci peuvent jouer un rôle éducatif et favoriser par conséquent l'harmonie sociale (Manoff, 1998, en ligne). Il est même suggéré qu'en situation de crise, les journalistes peuvent fournir une information équilibrée et non partisane auprès d'une population trop souvent manipulée par la propagande des pouvoirs en place (Howard, 2005). En d'autres mots, on avance qu'en relayant différents points de vue sur un sujet donné, les journalistes permettent aux citoyens de se bâtir une opinion éclairée des enjeux sociaux et font ainsi contrepoids à la désinformation (Spurk, 2002, p. 5). Il est aussi suggéré qu'une presse indépendante, en jouant son rôle de « chien de garde » (*watchdog*), assure une meilleure transparence des gouvernants et limite la corruption (Brunetti & Weder, 2001, p. 1801). Grâce à leurs techniques d'enquête, les médias peuvent exposer les erreurs, les malversations ou les violations du régime contre ses opposants ou la société civile en général. Ainsi, en défendant le droit du public à l'information, en surveillant les puissants, on émet l'hypothèse que la presse favorise la bonne gouvernance ; ingrédient essentiel à la stabilité, la démocratie et la paix.

Cette conception libérale de l'impact des médias de masse est bien sûr idéale, tributaire d'un environnement économique, légal et institutionnel qui protège l'indépendance des journalistes. Cet environnement, à l'évidence, n'est pas celui de plusieurs pays instables ou en reconstruction. Par ailleurs, même au sein d'une démocratie établie, des auteurs remettent en question les vertus éducatives et pédagogiques des médias traditionnels. Ils soulignent plutôt la couverture simpliste et stéréotypée des médias. Des médias qui, souvent, désinformeraient plus qu'ils n'informerait en privilégiant le fait anodin et le divertissement dans un contexte où le profit et les cotes d'écoute l'emportent sur toute autre considération (Bourdieu, 1996 ; Said, 1997 ; Wolfsfeld, 2004). Certains parlent même de l'inclination des

médias, en particulier la presse sensationnaliste, pour tout ce qui est de nature conflictuelle (Wolfsfeld, 2001, p. 16 ; Howard, 2005, p. 117). De fait, souvent conditionnés par un milieu qui valorise le traitement spectaculaire de l'information, les journalistes donnent la parole aux individus ayant les opinions les plus tranchées, « *avec pour objectif d'exciter leur public* » (Wolfsfeld, 2001, p. 16-17). Cette dynamique peut s'avérer particulièrement néfaste dans un processus de réconciliation et de résolution de conflits. Car en contribuant à enflammer les discours et les passions, la presse sensationnaliste force les acteurs politiques à camper sur leurs positions, minant par le fait même les chances d'avoir un débat public informé et serein (Wolfsfeld, 2001p. 17).

Malgré ces critiques, les responsables d'agences multilatérales ou gouvernementales restent convaincus de la justesse de la thèse libérale et de la nécessité de réformer l'espace médiatique de sociétés fragilisées par la violence. Lors d'un discours en 2000 au congrès de l'International Press Institute à Boston, Louise Fréchette, alors sous-secrétaire générale des Nations unies, a d'ailleurs défendu cette stratégie avec vigueur : « *I believe our common goal in every post-conflict society is to help foster an informed, independent, pluralistic and vigorous media capable by its mere presence of sustaining freedom of speech, and thereby democracy itself* » (Fréchette, 2000, p. 80)<sup>6</sup>. Depuis cette allocution, de nombreux autres hauts fonctionnaires et responsables politiques occidentaux, dont la commissaire chargée des relations extérieures de l'Union européenne, ont soutenu cette vision : « *By helping to increase the professionalism and capacity of the local media, we therefore aim to provide the foundation for sustainable peace and democracy* » (Ferrero-Waldner, 2007, p. 9)<sup>7</sup>.

Jusqu'à présent, les projets d'assistance aux médias traditionnels de pays instables ou en reconstruction ont, pour la plupart, visé le développement d'une culture journalistique traditionnelle (Howard, 2005, p. 124). Dans la panoplie d'interventions, on observe que la formation de journalistes canalise une grande partie des ressources. Dans une étude sur les montants dépensés par les organisations américaines venant en aide aux médias dans le monde en 2006, CIMA révélait que les activités de développement professionnel accaparaient 43% des budgets tandis que 25% des fonds étaient alloués à l'assistance directe (équipement, salaires, etc.) et un peu plus de 9% au renforcement de l'environnement institutionnel et légal (CIMA, 2008, p. 23). Qu'un tel montant soit alloué à la formation n'est pas surprenant. Dans les pays où il n'existe pas ou peu de tradition médiatique indépendante, la professionnalisation du corps journalistique est vue comme une priorité (Haselock, 2004, p. 6).

La consolidation de l'environnement institutionnel et légal, que les auteurs anglophones appellent *l'enabling environment*, est aussi vue comme une priorité pour permettre l'essor d'une presse indépendante (Krug & Price, 2002, p. 5-6). À cette fin, les organismes de développement travaillent généralement de concert avec les autorités locales afin de changer les lois et de réformer les institutions (ministère de l'Information, commission de régulation des médias, etc.). L'objectif est de créer un milieu propice au travail des journalistes ; un milieu où leurs droits et leurs devoirs sont convenablement définis et encadrés par la loi. Parmi les initiatives les plus fréquemment mises en œuvre, notons l'adoption de lois sur la liberté d'expression et sur l'accès à l'information, sans oublier les lois sur la décriminalisation de la diffamation ou bien sur la réglementation des permis de diffusion.

Ultimement, ces initiatives pour renforcer les médias locaux visent à accroître leur capacité d'influer sur les attitudes et les comportements des populations locales. À ce titre, Jamie F. Metzl rappelle que l'effet psychologique des médias sur leurs auditoires n'est pas négligeable : « Mass media reach not only people's homes, but also their minds, shaping their thoughts and sometimes their behavior » (Metzl, 1997, p. 15)<sup>8</sup>. Cette conception de l'influence des médias semble assez répandue dans les cercles diplomatiques et humanitaires. Elle définit même la mission de certaines organisations. C'est le cas de la Fondation Hironnelle (FH), une ONG suisse qui a mis sur pied des radios indépendantes dans des pays fragilisés par des conflits passés ou en cours, notamment au Timor-Oriental, au Kosovo, en République démocratique du Congo, au Libéria, en Sierra Leone et au Soudan. Les responsables de FH affirment que les radios indépendantes jouent « un rôle immense en faveur de la paix » en diffusant une information non partisane et en dissipant les « rumeurs et la propagande » des pouvoirs en place (FH, 2010, p. en ligne). Ce faisant, la Fondation espère contribuer à la formation d'une opinion publique responsable et surtout moins facilement manipulable par la classe politique (2010, en ligne).

Dans ces énoncés de la Fondation Hironnelle, on note la même conception de l'effet des médias sur le public que celle défendue par Jamie Metzl. Un effet apparemment perçu comme linéaire, dans une logique d'émetteur-récepteur, où l'information agit sur la psyché des auditeurs et ensuite sur leurs agissements. Cette façon de voir est jugée dépassée (Bradic & Schirch, 2007, p. 16). Elle s'inscrit dans le courant de la théorie de la modernisation et des premiers travaux de penseurs comme Daniel Lerner et Wilbur Schramm. Au départ, ces deux théoriciens voyaient les médias de masse comme l'un des

instruments permettant d'inculquer des idées « modernes » aux populations locales et par ricochet, de changer leurs attitudes et leurs comportements (Waisbord, 2001, p. 3). La réalité, les deux auteurs l'ont reconnu plus tard, est plus complexe (2001, p. 5). La recherche contemporaine (et les théories de la réception en particulier) rappelle que de nombreux facteurs doivent être pris en compte pour expliquer comment et pourquoi un individu adopte un nouveau comportement (Bradic & Schirch, 2007, p. 16-17). Les médias peuvent avoir un effet sur le savoir et les attitudes de leur public, mais leur impact sur les comportements est moins clair. D'autres éléments entreraient en ligne de compte, comme les relations interpersonnelles, l'environnement socioculturel, la situation politique, mais aussi la perception sélective que chaque individu se fait du message reçu (Bradic & Schirch, 2007, p. 20-22 ; Severin & Tankard, 2001).

Dans leur ouvrage, Bradic et Schirch notent que les médias traditionnels peuvent inculquer de nouvelles connaissances à leurs auditeurs, comme des valeurs de paix (2007, p. 18). Mais selon eux, ce sont les techniques médiatiques « non traditionnelles », comme les feuilletons radiophoniques, les dramatiques télévisées ou la publicité sociale, qui semblent les plus efficaces pour transmettre certains messages et provoquer un changement d'attitudes chez les populations traumatisées par un conflit (2007, p. 19). Un nombre croissant de chercheurs et de praticiens partage cet avis. Mais avant de s'attarder à leurs écrits, il importe de se pencher sur cette seconde vision (ou école de pensée) du rôle des journalistes dans un contexte conflictuel à laquelle Bradic et Schirch font référence. Il s'agit d'une vision plus activiste du journalisme. Une vision qui s'éloigne de l'éthique des médias traditionnels et qui s'exprime à travers deux courants journalistiques apparus dans les années 1990 et dont l'objectif est de servir la paix (2007, p. 17).

### ***Le journalisme engagé et le journalisme de paix pour résoudre les conflits***

En 1997, l'ancien correspondant de la BBC, Martin Bell publie un article où il remet en question la pertinence des notions de neutralité et d'objectivité journalistique dans le cadre d'un conflit (1997, p. 8). Bouleversé par son expérience en Bosnie-Herzégovine où il a été témoin des campagnes de nettoyage ethnique, Bell argue que le correspondant de guerre ne peut être un spectateur « indifférent » dans de telles circonstances (1997, p. 10). Devant les violations flagrantes des droits humains, le reporter doit prendre ses responsabilités et départager

« le bien et le mal, le vrai et le faux, la victime ou l'opresseur » (Bell, 1997, p. 3). Bell appelle cette philosophie le « *journalism of attachment* ». Un *journalisme engagé* en quelque sorte, où le reporter doit avoir à cœur la résolution du conflit et adapter sa couverture au besoin (par exemple en donnant plus de temps d'antenne aux victimes), sans pour autant tomber dans le journalisme d'opinion (Bell, 1998, p. 16).

Cette sortie de Bell est révélatrice de l'ambivalence de nombreux journalistes sur leur rôle – neutre ou engagé – en zones de conflit. Christiane Amanpour, ancienne correspondante à CNN, fait partie du lot. Comme Bell, elle rejette l'impératif de neutralité journalistique : « *I have come to believe that objectivity means giving all sides a fair hearing, but not treating all sides equally. Once you treat all sides the same in a case such as Bosnia, you are drawing a moral equivalence between victim and aggressor. And from here it is a short step to being neutral. And from here it's an even shorter step to becoming an accessory to all manners of evil* » (Amampour, dans Smith 2003, p. 81)<sup>9</sup>.

Ces prises de position ont provoqué leur lot de critiques au sein du milieu journalistique. Des collègues ont reproché à Bell et ses partisans de violer des principes sacrés de la profession. Certains se sont aussi demandés si ce journalisme partisan ne nuirait pas à la crédibilité des reporters auprès du public (Kovach, dans Smith, 2003, p. 81)<sup>10</sup>. Toutefois, ce type de journalisme engagé semble un phénomène pour l'instant confiné à l'univers de quelques reporters occidentaux. Cette pratique n'apparaît pas répandue chez les journalistes locaux, en particulier dans les zones de crise ou de reconstruction.

Le *journalisme de paix* est un autre courant journalistique qui s'est développé dans la dernière décennie avec la mission de contribuer à la résolution de conflits. Johan Galtung, le fondateur de l'Institut international de recherche sur la paix à Oslo, est à l'origine de cette approche. Il est particulièrement critique des médias traditionnels qu'il juge trop sujets à la propagande, obsédés par le jeu guerrier des élites et qui ont tendance à camper les acteurs des conflits dans une logique d'opposition « eux *vs* nous » (1998, en ligne). À l'opposé, Galtung soutient que le journalisme de paix vise à transformer la dynamique des conflits en cernant leurs causes et leurs enjeux ; il permet aussi d'humaniser les protagonistes et d'offrir des solutions pour promouvoir la réconciliation (1998, en ligne).

L'ancien journaliste britannique Jake Lynch est devenu l'un des plus ardents défenseurs de cette philosophie. Selon lui, les journalistes peuvent faire des choix dans le traitement de l'information afin de créer des « *espaces de réflexion* » et ainsi permettre au public de valoriser des

solutions pacifiques aux conflits (2008, en ligne). Marginal à ses débuts (et encore apparemment confiné à un seul journal sur Internet <http://theinternationalonline.com>), le journalisme de paix semble néanmoins gagner des adeptes et les efforts pour intégrer cette perspective dans le débat sont soutenus. Par exemple, le Conseil de recherche australien et la Fédération internationale des journalistes soutiennent un projet pour positionner le journalisme de paix comme « *programme de recherche et comme instrument de réforme des médias* » (CPACS, 2009, en ligne).

### ***Le divertissement éducatif et le marketing social pour recréer le tissu social***

Au-delà de ces débats sur la nature et l'éthique du journalisme, un nombre croissant de chercheurs et de praticiens soulignent l'importance de concevoir de façon plus large le rôle des médias dans un contexte de reconstruction. Pour promouvoir la paix, ils estiment nécessaire de sortir du cadre conventionnel du journalisme ou si l'on veut, du cycle du bulletin d'informations, car les populations locales ont soif de divertissement : « *Life doesn't begin and end with news and current affairs. In fact, in most conflict zones people quickly grow tired of political speeches, debates, and reports of more violence [...]. Listeners tune out and lose hope, seeking solace in radio or TV drama and music programmes* » (Howard, Rolt & Hans van de Veen, 2003, en ligne)<sup>11</sup>.

Dans la littérature, on se réfère à ces techniques de récréation médiatiques comme du divertissement éducatif (*entertainment education* ou *edutainment*). Cette approche vise à faire circuler des messages à caractère pédagogique ou social auprès d'un public cible tout en le divertissant. Des ONG qui travaillent à la résolution de conflits comme Panos, Search for Common Ground (SFCG), IREX et Internews ont abondamment utilisé ces procédés. L'ONG SFCG, en particulier, est perçue comme un chef de file en la matière. Elle a produit des douzaines de feuillets radiophoniques, des séries télévisées et des documentaires pour promouvoir des valeurs de paix et de citoyenneté, notamment en Bosnie, au Burundi, au Liban et en Angola. L'ONG a aussi organisé des pièces de théâtre participatives, elle a produit des chansons pour la paix et elle a créé des forums pour faciliter le dialogue entre les protagonistes de différents conflits.

Dans une conférence internationale en 2008, les dirigeants de SFCG ont affirmé que leur intention était de faire du « *vrai journalisme* »<sup>12</sup>. Cela dit, les techniques de SFCG relèvent plus de la communication stratégique que du journalisme traditionnel (Fontana, 2008, p. 145). Il reste que la frontière entre les genres est souvent perméable comme

en fait foi l'émission pour enfants Ayenda Sazan, conçue par l'ONG hollandaise Free Voice et diffusée par la télévision d'État afghane depuis 2004. Le programme, qui cible les jeunes Afghans âgés de 10 à 14 ans, présente des informations nationales, internationales et un bulletin météo dans un format récréatif qui met l'accent sur les préoccupations des jeunes (Chavannes, 2007, p. 132-133). En proposant un mélange d'information et de divertissement, l'émission vise à rassurer son jeune auditoire sur la réalité souvent difficile qui les entoure en lui proposant des histoires et des modèles inspirants (2007, p. 133).

Sur le terrain, les organisations œuvrant pour la paix privilégient de plus en plus cette approche médiatique multidimensionnelle (mélange de plusieurs formats et genres) afin de promouvoir le dialogue et tenter de recréer le tissu social (Tufté, 2007, p. 135). De plus, les programmes de divertissement éducationnel sont généralement perçus comme étant peu menaçants (politiquement) par les autorités qui sont donc moins portées à s'opposer à leur diffusion (Loewenberg, 2007, p. 51).

Le marketing social (*social marketing*) est une autre technique récemment employée pour créer des conditions favorables à la paix. Développée dans les années 1970, cette méthode reprend les procédés publicitaires afin d'inciter le public à adopter de nouveaux comportements favorisant le bien-être général. C'est dans les domaines de la santé et de l'agriculture que le marketing social a été le plus utilisé (Waisbord, 2001). Depuis les années 1970, de nombreuses campagnes publicitaires ont été organisées dans des pays en voie de développement, entre autres pour promouvoir la contraception, l'immunisation, les saines pratiques sanitaires ou sexuelles et l'utilisation de nouvelles techniques agraires (Waisbord, 2001, p. 12). Cela dit, le marketing social a moins été utilisé dans un contexte de résolution de conflits. Des organisations comme SFCG s'en inspirent néanmoins, en diffusant des messages de paix à la radio ou à la télé par le biais d'artistes connus et influents. En associant de grands noms à la cause de la paix, SFCG utilise ainsi la même technique publicitaire que les compagnies qui cherchent à associer leur produit à une personnalité connue.

En somme, deux approches dominent les interventions au sein de l'espace médiatique de sociétés fragilisées par un conflit présent ou passé. La première, plus classique, traduit les efforts pour soutenir le développement d'un environnement et d'une culture journalistique professionnels dans le pays ciblé. Les projets en ce domaine, comme détaillés plus haut, visent principalement à former des journalistes, à créer ou soutenir des médias, ainsi qu'à réformer le cadre légal, politique et institutionnel en place. C'est ce secteur qui accapare, pour

l'instant, l'essentiel des investissements. L'autre approche, plus éclatée, s'est imposée plus tardivement dans un contexte de reconstruction (Loewenberg, 2007). Elle consiste à combiner diverses techniques ou genres médiatiques (marketing social, divertissement éducatif, etc.) afin d'inculquer des valeurs citoyennes et de paix. Ces approches et les méthodes qui leur sont associées représentent en quelque sorte la boîte à outils des ONG et des organisations internationales qui veulent créer des conditions propices à la liberté de presse et à la bonne gouvernance. Mais des chercheurs craignent l'impact potentiellement négatif de certaines de ces initiatives. Ils se demandent plus spécifiquement si la transformation du paysage médiatique d'États fragiles ne risque pas, en contrepartie, de compromettre leur stabilité.

### **Les critiques de la réforme du secteur médiatique d'États fragiles**

Un groupe d'universitaires du Crisis States Research Centre de la London School of Economics and Political Science (LSE) étudie depuis quelques années les politiques de développement de la communauté internationale, notamment en ce qui a trait aux médias. Dans la littérature, les écrits à ce sujet sont habituellement sympathiques au programme de réforme des donateurs. Mais les chercheurs du LES offrent un point de vue divergent. Ils considèrent que la communauté internationale joue un jeu dangereux lorsqu'elle tente de réformer l'environnement médiatique de pays instables ou en reconstruction. En effet, dans une société qui se relève à peine d'un conflit ou qui est toujours minée par la violence, l'État est généralement affaibli. Or, en favorisant l'essor de médias, par nature critiques du pouvoir, l'autorité d'un État fragile peut s'éroder davantage, ce qui risque d'augmenter l'instabilité politique (Putzel & Zwan, 2006 ; Allen & Stremlau, 2005).

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, de nombreux pays affectés par un conflit récent ou en cours ont vu leur paysage médiatique transformé radicalement avec la multiplication de journaux, de radios et de télévisions. Ces réformes ont été encouragées, nous l'avons observé, par des responsables de la Banque mondiale, de l'ONU et de l'Union européenne, mais aussi par des ONG internationales militant pour la liberté de presse. Pour les auteurs Jack Snyder et Karen Ballentine (1996), cette stratégie peut avoir des conséquences malheureuses. Ils rappellent notamment qu'au Rwanda, l'apparition au début des années 1990 d'une multitude de médias indépendants et antigouvernementaux a été un facteur de polarisation dans la spirale d'événements menant au

génocide (1996, p. 31). Financés par des partis d'opposition et des gens d'affaires rwandais (mais aussi par des ONG et des gouvernements étrangers comme les États-Unis), ces nouveaux médias privés auraient contribué à radicaliser le régime et ses extrémistes hutus (qui ont créé leurs propres médias haineux dont la funeste Radio-Télévision libre des Mille Collines ou RTML) (Higiro, 2007, p. 74)<sup>13</sup>.

Il convient ici de rappeler que les médias génocidaires rwandais – RTLM en premier lieu – ont été le produit d'un environnement médiatique caractérisé par sa virulence. Dans un chapitre d'un ouvrage récent sur les médias et le génocide rwandais, Jean-Marie Vianney Higiro (2007) décrit bien ce phénomène. Il souligne l'éclosion, au début des années 1990s, d'une presse rwandaise privée « *agressive* » qui dénonçait le régime de Juvénal Habyarimana et son organisation politique, le Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (2007, p. 82). De fait, le secteur médiatique rwandais était à l'image d'une époque pleine de grands bouleversements en Afrique. Dans la foulée de la chute du mur de Berlin, de nombreux pays africains ont expérimenté une rapide libéralisation politique avec toutes les tensions qui en découlent (Frère & Sebahara, 2005, p. 51)<sup>14</sup>.

Au Rwanda, l'arrivée du multipartisme en 1991 a favorisé l'émergence d'une multitude de journaux dont plusieurs étaient financés par des forces politiques s'opposant au régime d'Habyarimana<sup>15</sup>. L'espace médiatique s'est donc rapidement polarisé avec d'un côté, les médias pro-Habyarimana et de l'autre, les journaux des partis de l'opposition et du Front patriotique rwandais (FPR) (Higiro, 2007, p. 73). En 1992, pendant que le FPR poursuivait son avancée militaire, on a assisté à une « *radicalisation des médias proches du pouvoir* » (Frère & Sebahara, 2005, p. 146). Dans de nombreux journaux, le contenu a pris une teneur raciste et virulente. Les dirigeants politiques hutus et tutsis ont été dépeints en termes dégradants et même caricaturés à l'image de singes, de serpents, de gorilles ou de hyènes (2007, p. 74-78) : « *The medias were used as proxies in the struggle for power and reflected the anger and even hatred the political parties harboured towards each other* » (2007, p. 84)<sup>16</sup>.

Ainsi, dans les mois précédents le génocide, la presse rwandaise a contribué à nourrir un climat de violence verbale à connotation ethnique entre les différents acteurs politiques. Certes, il existait des médias modérés, mais la presse extrémiste – malgré son faible tirage – a contribué à la polarisation de l'élite politique tutsie et hutue (Higiro, 2007, p. 86). La création de RTML fut d'ailleurs une réponse des éléments radicaux du régime d'Habyarimana qui ne pouvaient plus diffuser leur propagande à Radio Rwanda, la radio nationale<sup>17</sup> et qui se sentaient menacés par l'avancée du FPR (Frère & Sebahara, 2005, p. 146).

En somme, la libéralisation rapide de l'espace médiatique au Rwanda au début des années 1990 a généré une grande instabilité politique. À l'évidence, la presse n'était qu'un facteur parmi d'autres dans cet engrenage de violence. Les opérations militaires menées par le FPR, la crise économique, les programmes d'austérité de la Banque mondiale et du FMI et l'ingérence des pays étrangers ont aussi alimenté la crise menant au génocide planifié par les éléments extrémistes du régime d'Habyarimana (Higiro, 2007, p. 86)<sup>18</sup>. Mais il reste que la presse rwandaise a grandement contribué à envenimer la situation. Pour certains observateurs, il y avait là suffisamment d'indices pour que les acteurs de la communauté internationale présents au Rwanda jouent de prudence. Snyder et Ballentine, en particulier, reprochent à des ONG internationales comme Africa Rights d'avoir encouragé l'essor de médias indépendants et antigouvernementaux, et ce, même après le génocide (1996, p. 31). Selon eux, cette ligne de conduite était risquée, voire dangereuse, car un régime autoritaire qui a perdu le monopole de la presse se sent généralement menacé (1996, p. 6). Il peut alors exploiter les sentiments nationalistes, voire racistes, de sa base afin de conserver sa position de force sur l'échiquier politique (1996, p. 6).

Le cas rwandais (comme le cas de la Bosnie-Herzégovine après Dayton) illustre donc les risques de violences politiques associées à l'essor non encadré d'une presse politisée et agressive au sein d'un État fragile : « Historically and today, from the French Revolution to Rwanda, sudden liberalizations of press freedom have been associated with bloody outbursts of popular nationalism<sup>19</sup> » (Snyder & Ballentine, 1996, p. 6). Pour éviter les dérapages possibles, des chercheurs estiment que la priorité des donateurs devrait être de créer un État fort et de renforcer les institutions de gouvernance, comme l'administration publique et le système de justice, tout en permettant l'encadrement des médias par l'État (Putzel & Zwan, 2006, p. 2). Selon eux, l'objectif de stabiliser les sociétés fragiles devrait l'emporter sur d'autres considérations, comme celle de transformer leur environnement médiatique au nom de la liberté de la presse et de la démocratie.

De leur côté, les auteurs Allen et Stremlau (2005) se demandent si la censure des médias par les gouvernements d'États fragiles n'est pas un mal nécessaire. En se référant eux aussi à l'exemple rwandais, ils suggèrent que le strict contrôle des médias instauré par le président Paul Kagame après le génocide était essentiel puisque les médias avaient grandement contribué à enflammer les haines interethniques par le passé (2005, p. 2). Cet argument controversé est contesté, à commencer par les organisations de défense de la presse comme RSF

qui voient là une excuse invoquée par les régimes autoritaires pour museler les médias<sup>20</sup>.

Sans s'exposer à la polémique comme le font Allen et Stremlau, d'autres chercheurs incitent néanmoins la communauté internationale à la prudence lorsque vient le temps de s'ingérer dans les affaires d'un État fragile. Roland Paris est l'un de ces chercheurs. Dans son ouvrage, *At War's End*, Paris note que les opérations de maintien et de construction de la paix des Nations unies depuis la fin des années 1980 se fondent sur l'hypothèse de la « *paix libérale* », selon laquelle l'établissement de la démocratie de type libéral favorise la paix et la stabilité (2004, p. 41-44). Comme Snyder et Ballentine, il observe que la mise en œuvre de la thèse libérale au sein d'un État fragile peut poser problème puisque le processus de libéralisation politique et économique peut être source d'instabilité, voire de violence (2004, p. 45). Pour éviter cet écueil, Paris suggère, lui aussi, de mettre l'accent sur le renforcement de l'État et de ses institutions comme la police, le système électoral, la cour constitutionnelle, le filet de sécurité sociale, les mécanismes de surveillance des partis politiques et la société civile, etc. (2004, p. 188-205). En ce qui concerne le secteur médiatique, il propose d'instituer des mécanismes de contrôle pour prévenir la diffusion de contenu violent et haineux. À ce titre, Paris cite en exemple le Kosovo où les médias ont des codes de conduite qui leur interdisent de produire du « *material that denigrates an ethnic or religious group or implies that an ethnic or religious group is responsible for criminal activity* » (Temporary Media Commission, 2002, p. 47).

Tout comme Roland Paris, d'autres analystes exigent un encadrement plus serré des médias dans un contexte de transition afin éviter les glissements d'une presse trop politisée et avide de régler de vieux comptes (ICG, 2004). Cela dit, même dans un environnement mieux encadré comme au Kosovo, les dérapages sont possibles. En mars 2004, par exemple, des chaînes de télévision kosovares ont couvert la noyade de jeunes Albanais, un incident à l'origine de violences interethniques qui ont fait 19 morts et 900 blessés, en majorité des Serbes. Dans leur traitement de l'information, les journalistes albanais laissaient entendre que la noyade avait été provoquée par des Serbes, alors que les circonstances du drame étaient floues (OSCE, 2004, p. 4-5). L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a vivement critiqué cette couverture sensationnaliste qui a contribué à attiser les violences interethniques (OSCE, 2004, p. 3). Depuis, la situation semble s'être améliorée. D'ailleurs, en 2005 et 2006, un Conseil de presse et une Commission indépendante des médias ont été créés. Ces organes, qui possèdent un pouvoir de sanction, sont responsables de faire respecter

une série de règlements qui interdisent, entre autres, les pratiques de diffamation ou l'incitation à la haine et à la violence. En ce sens, le Kosovo, avec sa législation sur la presse qui tente de concilier liberté et responsabilité, incarne peut-être l'exemple à suivre en matière de réforme de l'environnement médiatique d'un pays en reconstruction.

## Conclusion

La réforme du secteur médiatique de pays affectés par un conflit récent ou en cours demeure une expérience audacieuse. Elle est fondée sur l'hypothèse que l'émergence de médias pluralistes et professionnels facilitera le processus de démocratisation et de stabilisation de sociétés ravagées par des années de guerre. Mais cette stratégie peut être en soi source d'instabilité et de violence, d'où l'importance, comme le rappellent certains auteurs, de prioriser le renforcement graduel de l'État et de ses institutions (Putzel & Zwan, 2006 ; Allen & Stremlau, 2005 ; Paris, 2004 ; Snyder et Ballentine, 1996). Cela dit, même en adoptant une approche prudente, ce programme de réformes reste un immense pari, surtout si l'on tient compte de la faiblesse du marché publicitaire des États fragiles. Cette réalité menace la pérennité des interventions des donateurs, car sans revenus publicitaires provenant d'une variété d'annonceurs, les médias créés (de cette façon) ne peuvent survivre très longtemps (Sucker, 2008, p. 96).

D'autre part, les dissensions entre les donateurs constituent un obstacle à la réalisation des réformes. C'est le cas des luttes idéologiques que se livrent les Américains et les Européens quant à la nécessité ou non de soutenir des radios et télévisions publiques dans les pays instables où ils interviennent. Les Américains, fidèles à leur tradition médiatique, ne voient pas d'un bon œil la mise en place de radiodiffuseurs ou télédiffuseurs publics, un type de média vulnérable à la propagande de l'État selon eux. À l'opposé, les Européens – en particulier les Britanniques – voient dans les radios et télévisions publiques un moyen d'assurer la transparence des pouvoirs publics tout en facilitant le dialogue entre les communautés du pays. D'ailleurs, la BBC, dont l'indépendance éditoriale est généralement à l'abri de l'ingérence des autorités, est souvent présentée comme modèle de référence à planter dans les pays en reconstruction<sup>21</sup>.

Il reste que les dissensions entre Américains et Européens (qui ont été longtemps débattues à l'UNESCO) occasionnent de nombreux retards dans la mise en œuvre des réformes sur le terrain. Au Kosovo, par exemple, l'adoption de la loi sur les télécommunications a été

repoussée pendant quelques années en raison de mésententes entre les donateurs européens et américains (Nikoltchez, 2007, p. 169). Ce manque de coordination fait dire à certains que la communauté internationale n'est qu'« *une hydre à plusieurs têtes qui s'observent et argumentent constamment* » (Haselock, 2004, p. 7).

Les partisans de la réforme du secteur médiatique de pays instables reconnaissent ces problèmes. Sur la question de la pérennité des interventions, ils rappellent que la viabilité des médias dans un marché publicitaire faible ou saturé ne peut pas toujours être assurée et que le soutien financier des donateurs à long terme est nécessaire (Loewenberg, 2007, p. 49). D'autres ajoutent que la radio et la télévision publiques sont la solution la plus appropriée pour confronter les défis d'un marché publicitaire déficient et corrompu (Thompson & Price, 2002, p. 21). Contrairement aux médias privés, les radios et les télévisions publiques peuvent être financées à l'aide de redevances ou d'une taxe, ce qui leur confère une plus grande viabilité et indépendance. Ce sont là des avantages non négligeables, surtout dans un contexte de sous-développement où la proximité des réseaux de pouvoir (politiciens, militaires ou seigneurs de guerre, gens d'affaires, propriétaires de médias, etc.) favorise le copinage et nuit au pluralisme médiatique.

Quoi qu'il en soit, force est d'admettre que le développement d'un secteur médiatique diversifié et indépendant nécessite labueur et constance, surtout au sein de pays fragilisés par des années de conflits. Le problème est que la patience des donateurs n'est pas toujours au rendez-vous. Pressés par le manque de ressources et la nécessité d'intervenir ailleurs pour résoudre une nouvelle crise, ces derniers espèrent des résultats rapides. Mais s'il est une chose qui exige du temps, c'est justement l'élaboration de normes, de valeurs et de façons de faire qui, peu à peu, produisent une nouvelle culture journalistique. Une culture journalistique qui s'est développée, rappelons-le, sur plusieurs décennies en Occident. C'est donc dans le long terme, comme le rappelle Loewenberg, que la communauté internationale devra concevoir son engagement si elle souhaite que le journalisme contribue à la diffusion de l'expérience démocratique au sein de pays qui ont été dévastés par la guerre ■

## Notes

- \* L'auteur remercie les évaluateurs anonymes pour leurs commentaires.
1. Par pays affectés par un conflit récent ou en cours, nous nous référons aux pays où un conflit ouvert a eu lieu (ou est toujours en cours), et où la communauté internationale intervient pour reconstruire les institutions de gouvernance (appareil étatique, judiciaire, législatif, gouvernement, société civile, secteur médiatique, etc.). Dans certains pays en reconstruction, comme la Bosnie-Herzégovine ou le Kosovo, il existe une paix relative depuis la fin des hostilités. On peut donc parler de pays « en reconstruction ». Par contre, dans d'autres pays, comme l'Afghanistan, il n'y a pas de paix relative, mais plutôt un conflit latent. En effet, malgré la chute du régime taliban après l'invasion menée par les États-Unis en 2001, les talibans et d'autres groupes d'insurgés et criminels, ont regroupé leurs forces et font la loi dans plusieurs régions, particulièrement dans le sud et dans l'est du pays. C'est dans ce climat de contre-insurrection, avec la présence de troupes étrangères engagées dans des combats contre les insurgés, que la communauté internationale poursuit son effort de pacification et de reconstruction.
  2. Le terme « médias » utilisé dans cet article doit être compris dans son sens large, mais il fait cependant référence aux médias locaux (c.-à-d. du pays). Le terme englobe les médias de masse, dits traditionnels (presse, radio, télévision), qu'ils soient privés ou publics (comme les radios et les télévisions publiques). Le terme désigne aussi les médias moins traditionnels, souvent issus de l'Internet, de même que les médias plus communautaires ou participatifs. Le terme exclut enfin les médias transnationaux, comme les journaux ou les chaînes d'information continue (CNN, BBC, etc.).
  3. Par « communauté internationale », nous faisons référence aux multiples acteurs actifs sur la scène du développement international (les gouvernements et leurs agences de coopération internationale ; les organisations non gouvernementales comme les fondations, les universités, les organismes d'aide et de charité ; les institutions financières internationales ; les banques de développement ; les organisations du système des Nations unies, etc.).
  4. *« Donnez-moi la liberté de savoir, de proférer et de débattre selon ma conscience, en toute liberté »* (traduction de l'auteur).
  5. *« Une presse libre n'est pas un luxe. Une presse libre est au cœur du développement équitable parce que si les moins nantis ne peuvent pas s'affranchir, s'ils n'ont pas le droit de s'exprimer, si les pratiques inéquitables et de corruption ne sont pas exposées, vous ne pourrez pas bâtir le consensus populaire nécessaire pour mettre en œuvre des changements »* (traduction de l'auteur).
  6. *« Je crois que notre objectif commun dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit est d'encourager le développement de médias vigoureux, pluralistes et indépendants puisqu'ils sont capables, par leur seule présence, de préserver la liberté d'expression et par conséquent, la démocratie »* (traduction de l'auteur).
  7. *« En aidant les médias locaux à accroître leur professionnalisme et leurs capacités, nous avons l'intention de créer les conditions pour une paix et une démocratie durable »* (traduction de l'auteur).
  8. *« Les médias de masse, présents dans le quotidien des gens à la maison, exercent une influence sur leurs esprits et contribuent à façonner leurs pensées et parfois leurs comportements »* (traduction de l'auteur).

9. Christiane Amanpour, citée dans Ron F. Smith (sous la dir.), *Groping for Ethics in Journalism*, Ames (Iowa), Blackwell Publishing, 408 p. : « *J'en suis venue à croire que l'objectivité signifie donner la parole à tous les intervenants, mais pas nécessairement de façon égale. Lorsque vous traitez tous vos intervenants sur le même pied d'égalité, comme dans le cas de la Bosnie, vous faites une adéquation morale entre la victime et l'agresseur. Vous êtes alors à un pas de la neutralité. Ou encore à un très petit pas d'être un simple accessoire devant le mal* » (traduction de l'auteur).
10. Propos de Bill Kovach rapportés par Ron F. Smith, *Ibid.* Bill Kovach est un journaliste américain. Il a été responsable du bureau du *New York Times* à Washington, D.C. Il est aussi coauteur de l'ouvrage *The Elements of Journalism : What Newspeople Should Know and the Public Should Expect* (2001).
11. « *La vie ne commence pas et ne s'arrête pas avec les bulletins d'informations ou les reportages d'affaires publiques. Dans la plupart des zones de conflits, les gens se lassent rapidement des discours politiques, des débats et des reportages sur la montée de la violence [...]. Les auditeurs syntonisent (ce genre d'informations) et perdent espoir. Ils se réconfortent alors en écoutant la radio, les téléromans ou les émissions de musique* » (traduction de l'auteur).
12. « *Peace journalism does not work. What we want to do is real journalism* » : propos des dirigeants de SFCG, John Marks and Susan Collin, rapportés par Lorenza Fontana (2008), « *The Media in Peace building, Peace journalism, Strategic Communication and Forms of Censorship* », in *Media and Peacebuilding and Conflict Prevention* (Documentation of 2008), Bonn: Deutsche Well Global Media Forum, p. 144-145.
13. Jean-Marie Vianney Higiroy, entrevue téléphonique, 25 mai 2010. Jean-Marie Vianney Higiroy a été directeur de l'Office rwandais de l'information (ORINFOR) de juillet 1993 à avril 1994.
14. Hervé Deguine, entrevue téléphonique, 6 mai 2010. Hervé Deguine était chargé du programme de Reporters sans frontières au Rwanda de 1993 à 1997.
15. Hervé Deguine, entrevue téléphonique, 6 mai 2010.
16. « *Les médias étaient utilisés comme les ambassadeurs des partis politiques dans leur lutte pour le pouvoir et ils reflétaient la colère, voire la haine, que les partis politiques avaient l'un pour l'autre* » (traduction de l'auteur).
17. Hervé Deguine, entrevue téléphonique, 6 mai 2010.
18. Jean-Marie Vianney Higiroy, entrevue téléphonique, 25 mai 2010.
19. « *Hier comme aujourd'hui, de la Révolution française au Rwanda, la libéralisation soudaine d'une presse libre a été associée à des explosions sanglantes de nationalisme populaire* » (traduction de l'auteur).
20. Ambroise Pierre, entrevue téléphonique, 6 mai 2010. Ambroise Pierre est responsable du Bureau Afrique à RSF.
21. C'est généralement le modèle de la BBC qu'on tente d'implanter dans les pays en crise ou en reconstruction.

## Références bibliographiques

- ALLEN Tim & Jean SEATON (dir.) (1999), *The Media of Conflict : War Reporting and Representations of Ethnic Violence*, London, Zed Books, 312 p.
- ALLEN Tim et Nicole STREMLAU (2005), *Media Policy, Peace and State Reconstruction* (Discussion Paper n° 8), London, DESTIN, 18 p. En ligne (septembre 2010) : < <http://www.crisisstates.com> >
- BECKER Lee B. & Vlad TUDOR (2005), *Non-U.S. Funders of Media Assistance Projects*, James M. Cox Jr. Center for International Mass Communication Training and Research, Athens, University of Georgia, 22 p. En ligne (septembre 2010) : [http://www.grady.uga.edu/coxcenter/Activities/Act\\_2005\\_to\\_2006/Act0506\\_5.php](http://www.grady.uga.edu/coxcenter/Activities/Act_2005_to_2006/Act0506_5.php) >
- BELL Martin (1997), « TV News: how far should we go ? », *British Journalism Review*, Vol. 8, n°7, p. 7-16.
- BELL Martin (1998), « The Journalism of Attachment », dans *Media Ethics*, Matthew Kioran (dir.), London, Routledge, p.15-22.
- BONDE Bent Nørby (2007), « Introduction to media in conflict prevention and peacebuilding », dans *Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network), DW-MEDIA SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p.11-38.
- BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision* (1997), Paris, Liber/Collège de France, 95 p.
- BRATIC Vladimir and Lisa SCHIRCH (2007), *Why and When to Use the Media for Conflict Prevention and Peacebuilding*, Issue Paper 6, Den Haag, European Centre for Conflict Prevention. 30 p. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.comminit.com/en/node/286552/348>>
- BRUNETTI Anne & Beatrice WEDER (2001), « A free press is bad news for corruption », *Journal of Public Economics*, Vol. 87, n°7-8, p. 1801-1824.
- CHAVANNES Ole (2007), « Afghanistan - Kids News Network 2003-2007 », in *Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network), DW-MEDIA SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p. 132-134.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (1995), *Rwanda, les médias du génocide*, Paris, Karthala/Reporters sans frontières, 406 p.
- CENTER FOR INTERNATIONAL MEDIA ASSISTANCE (CIMA) (2008), *Empowering Independent Media : U.S. Efforts to Foster Free and Independent News Around the World*, Washington, D.C., National Endowment for Democracy, 87 p. En ligne (septembre 2010) : [http://www.ned.org/cima/CIMA-Empowering\\_Independent\\_Media.pdf](http://www.ned.org/cima/CIMA-Empowering_Independent_Media.pdf)>
- CENTRE FOR PEACE AND CONFLICT STUDIES (CPACS) (2009), *Peace Journalism ; Global Standard*, Sydney, The University of Sydney. En ligne (septembre 2010) : <[http://www.arts.usyd.edu.au/centres/cpac/research/peace\\_journalism.shtml#what](http://www.arts.usyd.edu.au/centres/cpac/research/peace_journalism.shtml#what)>
- FERRERO-WALDNER Benita (2007), Presentation, dans *Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network): DW - MEDIA SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p. 9-10.

- FONTANA Lorenza (2008), « The Media in Peace building, Peace journalism, Strategic Communication and Forms of Censorship », dans *Media and Peacebuilding and Conflict Prevention* (Documentation of 2008), Bonn, Deutsche Well Global Media Forum, p. 144-146.
- FRÉCHETTE Louise (2000), *Fighting for a Free Press* (conference), Boston, International Press Institute, 96 p. En ligne (septembre 2010) : [www.freemedia.at/.../Boston\\_2000\\_Congress\\_Report\\_01.pdf](http://www.freemedia.at/.../Boston_2000_Congress_Report_01.pdf)
- GALTUNG Johan (1998), « High Road, Low Road, Charting the Course for Peace Journalism », *Track Two*, Media and Conflict, Vol. 7, n°4. En ligne (septembre 2010) : <[http://www.γγρ.υγτ.αγ.ζα/αργησιε/τωο/7\\_4/π07\\_ηγηροαδ\\_λωροαδ.ητιλ](http://www.γγρ.υγτ.αγ.ζα/αργησιε/τωο/7_4/π07_ηγηροαδ_λωροαδ.ητιλ)>
- GILLETTE Robert, *Media Matters : Professionalizing and Regulating Media in Post-Conflict Bosnia and Kosovo*, juin 2006, 8 p. En ligne : <<http://www.wilsoncenter.org/topics/pubs/MR324Gillette.doc>>
- GRAVES Peter (2007), *U.S. Public and Private Funding of Media Development Abroad*, Washington, National Endowment for Democracy, 29 p. En ligne (septembre 2010) : <[http://www.ned.org/cima/CIMA-US\\_Public\\_and\\_Private\\_Funding\\_of\\_Media\\_Development.pdf](http://www.ned.org/cima/CIMA-US_Public_and_Private_Funding_of_Media_Development.pdf)>
- HASELOCK Simon (2004), *Media, the Law and Peace-Building: from Bosnia and Kosovo to Iraq (presentation)*, London, LSE, 11 p. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.crisisstates.com/download/berkeley/Berkley3.pdf>>
- HIGIRO Jean-Marie Vianney (2007), « Rwandan private print media on the eve of the genocide », dans *The Media and The Rwanda Genocide*, Allan Thompson (dir.), Ottawa, Pluto Press/ Fountain Publisher/CRDI, 480 p.
- HOWARD Ross (2005), « The Media's Role in War and Peacebuilding », dans *Postconflict development : meeting new challenges*, Gerd Junne & Willemijn Verkoren (dir.), Boulder (Colorado), Lynne Rienner Publishers, p. 117-128.
- HOWARD Ross (2003), *The Media's Role in War and Peacebuilding*, Conférence sur The Role of Media in Public Scrutiny and Democratic Oversight of the Security Sector, Budapest, Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces, p. 1-18.
- HOWARD Ross, ROLT Francis & Juliette HANS VAN DE VEEN (2003), *The Power of the Media : A Handbook for Peacebuilders*, La Haye, European Centre for Conflict Prevention in cooperation with the European Centre for Common Ground. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.eldis.org/assets/Docs/22112.html>>
- HUME Ellen (2004), *The Media Missionaries : American Support for Journalism Excellence and Press Freedom Around the Globe*, Miami, Knight Foundation, 136 p. En ligne (septembre 2010) : <[http://www.knightfoundation.org/global/pdf/2005\\_Media\\_Missionaries.pdf](http://www.knightfoundation.org/global/pdf/2005_Media_Missionaries.pdf)>
- INDEPENDENT MEDIA COMMISSION (2009), *Code of Conduct for the Broadcast Media in Kosovo*, Pristina, p. 1-5. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.imc-ko.org/index.php?id=31&l=e>>
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP – ICG (2004), *Collapse in Kosovo*, Pristina/Belgrade/ Bruxelles, ICG Europe Report n°155, p. 58.
- KRUG Peter & Monroe E. PRICE (2002), *The Enabling Environment for Free and Independent Media : Contribution to Transparent and Accountable Governance*, Washington, D.C., U.S. Agency for International Development, 53 p. En ligne (septembre 2010) : <[http://www.usaid.gov/our\\_work/democracy\\_and\\_governance/publications/pdfs/pnacm006.pdf](http://www.usaid.gov/our_work/democracy_and_governance/publications/pdfs/pnacm006.pdf)>

- LOEWENBERG Shira (2007), « Toolboxes », in *Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network), DW- SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p. 39-54.
- LYNCH Jake (2008), *What is Peace Journalism?*, Transcend Media Services. En ligne (septembre 2010) : <http://www.internationalpeaceandconflict.org/forum/topics/article-from-jake-lynch-what>
- MANOFF Robert Karl (1998), *Telling the Truth to Peoples at Risk: Some Introductory Thoughts on Media and Conflict*, Document présenté à la conférence commanditée par la Fondation Hirondelle, The Legitimacy of Intervention for Peace by Foreign Media in a Country in Conflict. En ligne (septembre 2010) : <http://www.bu.edu/globalbeat/pubs/manoff0798.html>
- METZL Jamie F. (1997), « Information intervention : When switching channels isn't enough », *Foreign Affairs*, Vol. 76, n°6, p. 15-20.
- MILTON John (1644), *Areopagitica : A Speech of Mr. John Milton for the Liberty of Unlicensed Printing, to the Parliament of England*, New York, The Grolier Club, 1890 (2006), 189 p. En ligne (septembre 2010) : <http://www.gutenberg.org/files/608/608-h/608-h.htm> >
- NIKOLTCHEV Ivan (2007), « The Challenge of International Cooperation », in *Media Legislation in Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network), DW- SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p. 168-171.
- NORRIS Pippa (2007), « The Role of the Free Press in Promoting Democratization, Good Governance and Human Development », dans *Media Matters: Perspectives on Advancing Governance and Development from the Global Forum for Media Development*, Paris, Internews Europe, p. 67-76. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.internews.org/pubs/gfmd/mediamatters.shtml>>
- OSCE (2004), *The Role of the Media in the March 2004 Events in Kosovo*, Vienne, Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), 18 p.
- PARIS, Roland (2004), *At War's End : Building Peace After Civil Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 289 p.
- PRESS COUNCIL OF KOSOVO (2009), *Press Codes for Kosovo*, Pristina, p. 1-4. En ligne (septembre 2010) : <<http://presscouncil-ks.org/?cid=2,4>>
- PRICE Monroe & Marc RABOY (dir.) (2003), *Public Service Broadcasting in Transition : A Documentary Reader*, La Haye, Kluwer Law International, 201 p.
- PUTZEL James & Joos VAN DER ZWAN (2006), *Why Templates for Media Development Do Not Work in Crisis States : Defining and Understanding Media Development Strategies in Post-War and Crisis States*, London, LSE Research Online.
- RABOY Marc (1990), *Missed Opportunities : The Story of Canada's Broadcasting Policy*, Montréal, McGill-Queens University Press, 471 p.
- SAID Edward (1997), *Covering Islam : How the Media and the Experts Determine How we See the Rest of the World*, New York, Vintage Books, 272 p.
- SEBAHARA Pamphile & Marie-Soleil FRÈRE (2005), « Rwanda, le génocide : un échec de la gestion des crises », dans Marie-Soleil Frère (dir.), *Afrique centrale : médias et conflits*, Bruxelles, GRIP, 320 p.
- SEN Amartya (1999), *Development as Freedom*, New York, Anchor Books.
- SMITH Ron F. (dir.) (2003), *Groping for Ethics in Journalis*, Ames (Iowa), Blackwell Publishing, 408 p.

- SPURK Christoph (2002), *Media and Peacebuilding: Concepts, Actors and Challenges*, Berne: Swisspeace, 50 p. En ligne : <[http://reliefweb.int/rw/lib/nsf/db900sid/LTIO-6TCNTX/\\$file/swisspeace-media-peace-nov2002.pdf?openement](http://reliefweb.int/rw/lib/nsf/db900sid/LTIO-6TCNTX/$file/swisspeace-media-peace-nov2002.pdf?openelement)>
- STIGLITZ Joseph (2002), « Transparency in Government », dans *The Right to Tell: The Role of Mass Media in Economic Development*, Roumeen Islam, Simeon Djankov *et al.*, Washington D.C., World Bank, p. 27-44.
- SUCKER Eberhard (2008), « The future of Radio Television Afghanistan (RTA) », dans *Media and Peacebuilding and Conflict Prevention*, Bonn, Deutsche Well Global Media Forum, p. 96-97.
- THOMPSON Mark (1999), *Forging War : The Media in Serbia, Croatia, Bosnia and Hercegovina*, Luton, University of Luton Press, 388 p.
- THOMPSON Mark & Monroe E. PRICE (2002), « Introduction », dans Monroe E. Price & Mark Thompson (dir.), *Forging Peace : Intervention, Human Rights and the Management of Media Space*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 1-29.
- TEMPORARY MEDIA COMMISSIONNER (TMC) (2002), *Codes of Conduct (Appendices 4 and 6)*, Pristina, Office of the TMC, 145 p.
- TUFTE Thomas (2007), « Entertainment-Education: Exploring communication strategies against violence and conflict », dans *Media in Conflict Prevention and Peace Building Strategies*, Shira Loewenberg & Bent Nørby Bonde (dir.), Bonn (Bonn Network), DW-MEDIA SERVICES GmbH in Cooperation with the Bonn Network, p. 135-137.
- WAISBORD Silvio (2001), *Critiques of the Dominant Paradigm - Family Tree of Theories, Methodologies and Strategies in Development Communication*, New York, Rockefeller Foundation, 44 p. En ligne (septembre 2010) : <<http://www.comminit.com/en/node/287580/36>>
- WOLFENSON James D. (1999), « Voices of the Poor », *Washington Post*, 10 novembre, A39. Extrait de son discours devant le World Press Freedom Committee à Washington.
- WOLFSFELD Gadi (2004), *Media and the Path to Peace*, Cambridge, Cambridge University Press, 271 p.
- WOLFSFELD Gadi (2001), *The News Media and Peace Processes : The Middle East and Northern Ireland*, Peace Works n°37, Washington, D.C., The United States Institute of Peace, 55 p.